

[Communiqué au Conseil
et aux Membres de la Société.]

N^o officiel : **C. 78. M. 34.** 1935. II. B.

Genève, le 1^{er} mars 1935.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

II.

**Convention internationale concernant le transit
des animaux, des viandes et des autres produits
d'origine animale**

LEAGUE OF NATIONS

II.

**International Convention concerning the Transit
of Animals, Meat and Other Products of Animal Origin**

Série de Publications de la Société des Nations

II. QUESTIONS ÉCONOMIQUES
ET FINANCIÈRES
1935. II. B. 2.

CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSIT DES ANIMAUX, DES VIANDES ET DES AUTRES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

.....

Convaincus qu'il est désirable et nécessaire d'établir un juste équilibre entre les préoccupations sanitaires des pays transitaires, d'une part, et les désirs légitimes du commerce international des animaux, viandes et autres produits d'origine animale ;

Désireux, d'autre part, d'accorder au transit des animaux, des viandes et autres produits d'origine animale, la plus grande liberté compatible avec les exigences de la police vétérinaire et de l'hygiène publique ;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

.....

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à permettre le transit des bovidés, des solipèdes, des porcs, des moutons, des chèvres, de la volaille et de tous produits animaux originaires des pays entre lesquels est en vigueur la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux.

2. Le transit des animaux visé au chiffre 1 ci-dessus est subordonné à la notification préalable des envois faite à l'autorité vétérinaire désignée par le pays transité pour recevoir ladite notification et il s'effectuera dans les conditions déterminées aux articles suivants, compte tenu des dispositions ci-après du présent article.

Aucune notification n'est exigée pour le transit des produits animaux visés au chiffre 1 ci-dessus.

3. L'existence dans le pays d'origine de la peste bovine autorise le refus absolu de transiter.

La constatation de la peste porcine, de la fièvre aphteuse, de la clavelée, ou de la péri-pneumonie contagieuse des bovidés peut justifier, de la part du pays à transiter, le refus du transit des animaux réceptifs, tout compte étant tenu du nombre et de la répartition des foyers de ces infections dans le pays d'origine.

4. En cas d'apparition de la peste bovine, dans le pays d'origine, le transit des viandes et produits animaux provenant des diverses espèces de ruminants peut être interdit.

5. Le transit ne pourra en aucun cas être refusé pour les animaux et produits originaires de pays avec lesquels le pays transitaire entretient — au moment de la demande de transit — un commerce d'importation ayant pour objet les animaux et produits d'origine animale de la même espèce.

Article 2.

1. Pour être admis au transit, un certificat d'origine et de santé doit accompagner les animaux ; ce certificat, inspiré des principes fixés par l'Office international des épizooties, sera conforme au modèle annexé à la présente Convention.

2. Les certificats pourront être établis, soit dans la langue du pays exportateur, soit dans la langue du pays importateur, les autorités vétérinaires du pays transitaire conservant, en cas de doute sur la teneur du document, la faculté d'en réclamer une traduction.

Article 3.

En principe, les animaux ne doivent être transportés que dans des fourgons construits de telle façon que la chute et la projection des excréments et des matières pouvant servir de véhicules à la contagion soient rendues impossibles. Tout au moins, ces animaux ne devront-ils être expédiés que dans des fourgons munis d'aménagements réduisant au minimum la dispersion des éléments dangereux.



INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING
THE TRANSIT OF ANIMALS, MEAT AND OTHER PRODUCTS
OF ANIMAL ORIGIN

.....
Being convinced that it is both desirable and necessary to establish a fair balance between the health interests of transit countries, on the one hand, and the legitimate desires of the international trade in animals, meat and other products of animal origin ;

Being desirous, on the other hand, of affording the transit of animals, meat and other products of animal origin the fullest measure of freedom consistent with the requirements of veterinary health inspections and public health ;

Have appointed as their Plenipotentiaries :

.....
Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. The High Contracting Parties undertake to permit the transit of cattle, horses, asses, mules, etc., pigs, sheep, goats, poultry, and all animal products originating in countries Parties to the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals.

2. The transit of the animals to which paragraph 1 above relates shall be subject to previous notification of the consignments to the veterinary authority designated by the transit country for that purpose, and shall be carried out under the conditions laid down in the articles hereinafter following, due regard being had to the following provisions of the present article.

No notification shall be required for the transit of the animal products to which paragraph 1 above relates.

3. The existence of cattle plague in the country of origin justifies absolute refusal of transit.

The discovery of swine fever, foot-and-mouth disease, sheep-pox or contagious peripneumonia of bovines may justify refusal by the transit countries of the transit of animals susceptible to these diseases, regard being given to the number and position of the centres of infection in the country of origin.

4. In the case of an outbreak of cattle plague in the country of origin, the transit of meat and animal products derived from the various species of ruminants may be prohibited.

5. Transit may in no case be refused for animals and products originating in countries with which the transit country has — at the time the request for transit is made — an import trade in animals and animal products of the same kind.

Article 2.

1. In order to be allowed to pass in transit a certificate of origin and health must accompany the animals ; this certificate, drawn up in accordance with the principles laid down by the International Office for Contagious Diseases of Animals, shall conform to the specimen attached to the present Convention.

2. Certificates may be drawn up in the language of either the exporting or the importing country. The veterinary authorities of the transit country shall be entitled to demand a translation in case of doubt as to the contents of the document.

Article 3.

In principle, animals may only be transported in wagons constructed to prevent the escape or dissemination of excreta and other materials liable to transmit infection. Such animals should at any rate only be conveyed in wagons so constructed as to reduce the dissemination of infectious materials to a minimum.

4508258

Article 4.

1. Le transit des bovidés, des solipèdes, des porcs, des moutons, des chèvres et de la volaille vivants s'effectuera par les bureaux de douane et ports de débarquement ouverts au trafic de l'espèce. Le pays transitaire a le droit d'examiner l'état sanitaire des animaux à transiter, de contrôler leur certificat d'origine et de santé et de le viser en conséquence.

2. Sauf le cas où il existe au point de pénétration choisi un service de contrôle permanent, les fonctionnaires vétérinaires compétents pour l'inspection aux frontières, doivent être prévenus en temps utile — et vingt-quatre heures au moins avant leur arrivée — des transports d'animaux en transit, ainsi que du nombre d'animaux à transiter.

3. Les envois qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 2, ainsi que les transports d'animaux reconnus, par les vétérinaires établis à la frontière, atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, et les transports d'animaux qui ont voyagé avec des animaux malades ou suspects ou qui ont été en contact avec des animaux malades ou suspects, peuvent être refoulés à la station frontière d'entrée du premier Etat transitaire. La raison du refoulement doit être indiquée dans les papiers d'accompagnement.

4. S'il est constaté par les vétérinaires établis à la frontière des pays transitaires successifs que les transports d'animaux sont atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, le transport sera traité dans les conditions prévues à l'article 6, alinéa 2, si le vétérinaire à la frontière du premier pays traversé a reconnu que le transport était sain et pour autant que ce fait ait été constaté et mentionné sur les certificats d'origine et de santé.

Article 5.

Les animaux en transit ne peuvent être débarqués que sur l'autorisation et sous le contrôle d'un vétérinaire fonctionnaire de l'Etat transitaire ou dûment autorisé par cet Etat à cet effet. Ils ne peuvent être abreuvés, alimentés, nettoyés ou soumis à un traitement quelconque que dans les fourgons mêmes, sous le contrôle vétérinaire et suivant la méthode dite « du plombage à la chaîne » ou de toute autre donnant les mêmes garanties.

Dans le but de remédier aux divers inconvénients relevés au cours du transit, les pays exportateurs prendront toutes mesures propres à assurer aux animaux un chargement rationnel, une alimentation convenable et tous soins nécessaires, notamment pour éviter aux animaux toute souffrance inutile.

Annexe à l'article 5.

Les Hautes Parties contractantes prendront toutes les mesures nécessaires afin d'éviter des surchargements.

Lors du chargement des ruminants et des porcs, les planchers des véhicules destinés au transport devront être recouverts d'une litière appropriée.

Les envois d'animaux vivants qui ne sont pas remis au transport dans des récipients portatifs bien clos (paniers, caisses, cages, etc.) devront être accompagnés d'un convoyeur pour les trajets de longue durée. Un convoyeur ne devra pas avoir à sa charge un plus grand nombre d'animaux qu'il n'est en mesure de soigner.

Les transports d'animaux vivants devront être acheminés par les voies les plus rapides et autant que possible par des trains de marchandises spécialement accélérés.

Article 6.

1. Les Hautes Parties contractantes, à travers le territoire desquelles s'effectue le transit, peuvent le subordonner à l'engagement préalable du pays de destination ou des autres pays à transiter de laisser entrer les animaux sans condition.

2. En cas de constatation de la peste bovine, de la peste porcine, de la peste aviaire, de la fièvre aphteuse, de la péripneumonie contagieuse des bovidés, les pays à traverser pourront procéder, aux frais de l'expéditeur, à l'abatage des transports infectés. Dans ce cas, les faits doivent être nettement établis par un procès-verbal dressé par les fonctionnaires vétérinaires ayant pris part à l'inspection. S'il existe un délégué vétérinaire du pays d'origine dans les pays transitaires, il devra être informé d'urgence, afin que l'abatage puisse avoir lieu en sa présence. Une copie du procès-verbal sera envoyée à l'autorité vétérinaire centrale du pays transitaire en question.

Article 7.

Les viandes fraîches réfrigérées, congelées ou conservées à l'état frais par d'autres procédés que le froid, ainsi que les préparations de viande, pour être admises au transit doivent être accompagnées d'un certificat d'origine et de salubrité établi suivant la disposition de l'alinéa 2 de l'article 2.

Article 8.

1. Le transit des viandes s'effectuera, par voie ferrée, dans des wagons fermés et plombés par la douane et, par bateau, dans des parties isolées, closes et plombées par la douane.

2. Le transit des préparations de viande et des produits de la charcuterie pourra aussi se faire par colis ou caisse fermées.

3. Les wagons utilisés pour le transit des viandes fraîches devront avoir des planchers étanches.

Article 4.

1. The transit of live cattle, horses, asses, mules, etc., pigs, sheep, goats and poultry shall be effected through Customs offices and ports of landing open to traffic of this character. The transit country is entitled to inspect the sanitary condition of the animals passing in transit, check their certificate of origin and health and endorse it accordingly.

2. Except where there is a permanent inspection service at the point of entry selected, the competent veterinary officers for frontier inspection must be given due notice — not later than twenty-four hours before their arrival — of consignments of animals in transit as well as of the number of such animals.

3. Consignments which do not comply with the conditions laid down in Article 2, as well as consignments of animals found by the frontier veterinary surgeons to be affected with, or suspected of, a contagious disease and consignments of animals which have been conveyed with or been in contact with affected or suspected animals may be refused admittance at the frontier station of entry of the first transit country. The reason for refusal must be stated in the accompanying papers.

4. If the frontier veterinary surgeons of the successive transit countries find that consignments of animals are affected with, or suspected of, a contagious disease, the consignments shall be dealt with in the manner referred to in Article 6, paragraph 2, if the frontier veterinary surgeons of the first transit country found that it was healthy, and provided that this fact was noted and mentioned on the certificates of origin and health.

Article 5.

Animals in transit may only be unloaded with the permission and under the control of a Government veterinary officer of the transit country or a veterinary surgeon duly authorised for the purpose by the State. They may only be watered, fed, cleaned, or subjected to any treatment in the wagons themselves under veterinary control and subject to the so-called "chain-sealing" system or any other system offering similar guarantees.

With a view to meeting the various difficulties arising in the course of transit, the exporting countries shall take steps to see that the animals are properly loaded and suitably fed and that they receive all necessary attention, in order to avoid unnecessary suffering.

Annex to Article 5.

The High Contracting Parties shall take all necessary measures to avoid overloading.

In the loading of ruminants and pigs, the floors of the transporting vehicles shall be covered with proper litter.

Consignments of live animals which are not transported in properly closed portable containers (baskets, boxes, cages, etc.) must be accompanied by a person in charge on long journeys. The latter must not be in charge of a greater number of animals than he can look after.

Transports of live animals must be sent by the quickest route and, as far as possible, by specially accelerated goods trains.

Article 6.

1. The High Contracting Parties, through whose territory the transit is to be effected, may make the transit subject to a previous undertaking by the country of destination or other transit countries to admit such animals unconditionally.

2. If cattle plague, swine fever, fowl plague, foot-and-mouth disease or contagious peri-pneumonia of cattle is discovered, the transit countries may, at the forwarder's expense, slaughter the infected consignments. In such cases, the circumstances must be clearly stated in a report drawn up by the veterinary officers who took part in the inspection. If there is a veterinary representative of the country of origin in the transit country, he shall be immediately notified in order that he may be present at the slaughter. A copy of the report must be sent to the central veterinary authority of the country of origin by the central veterinary authority of the transit country concerned.

Article 7.

Meat, fresh, chilled, frozen or preserved in a fresh state otherwise than by cold, as well as meat preparations, must, in order to be allowed to pass in transit, be accompanied by a certificate of origin and of freedom from contamination drawn up in accordance with the provisions of Article 2, paragraph 2.

Article 8.

1. Meat shall be conveyed in transit by rail in wagons closed and sealed by the Customs authorities, or by boat in isolated compartments, closed and sealed by the Customs authorities.

2. Meat preparations and pork-butcher's wares may also be conveyed in transit in closed packages or cases.

3. Wagons used for the transit of fresh meat must have impermeable floors.

4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne le transit des viandes et des préparations de viande visées à l'article 7, à borner le contrôle à la frontière au simple examen des certificats. Il ne sera procédé en général à aucune ouverture de wagons, à moins que les douanes intéressées ne le jugent nécessaire pour une vérification du contenu.

5. Les Hautes Parties contractantes intéressées, s'efforceront d'organiser, autant que possible, l'examen en commun des certificats.

Article 9.

1. Lorsque le transit des viandes visées à l'article 7 doit s'effectuer à travers le territoire d'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes et à destination du territoire de l'une d'elles, il ne peut être subordonné à aucune autorisation préalable.

2. Si un envoi de viandes visées à l'article 7 est refusé par le pays destinataire, à l'égard duquel la Convention est en vigueur, il appartiendra à ce dernier de prendre les mesures qu'il jugera opportunes, sans que celles-ci puissent, en aucun cas, consister dans le refoulement de la marchandise sur le terrain du dernier pays transitaire.

3. Lorsqu'il s'agit du transit de viandes visées à l'article 7 et destinées à un pays à l'égard duquel la présente Convention n'est pas en vigueur, les Hautes Parties contractantes peuvent subordonner l'admission de ce transit à l'engagement préalable du pays de destination de laisser entrer ces viandes sans condition.

4. Le même engagement préalable de la part d'un pays transitaire à l'égard duquel la présente Convention n'est pas en vigueur peut être exigé.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à laisser également transiter les produits d'origine animale autres que ceux visés à l'article 7, à condition que ces produits soient accompagnés, s'il y a lieu, du certificat prévu par ce même article.

Article 11.

Le transit des viandes et de tous les autres produits d'origine animale pouvant servir de véhicules à la contagion s'effectuera par les bureaux de douane et ports de débarquements ouverts au trafic de l'espèce. Pour ce choix, il sera tenu compte, dans toute la mesure du possible des intérêts légitimes du commerce international.

Article 12.

Les bureaux de douane et les ports visés aux articles 4 et 11 seront dotés d'installations permettant d'assurer de façon suffisante les opérations du service sanitaire.

Article 13.

Au cas où les mesures prévues ci-dessus s'avéreraient insuffisantes et où les épizooties auraient été importées dans un pays par suite du transit d'animaux vivants, de viandes, ou de produits d'origine animale, le transit en provenance des pays d'où l'épizootie a été importée pourra être refusé par le pays contaminé par suite du transit aussi longtemps que le danger existe.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se faire connaître réciproquement et sans retard toutes prohibitions et restrictions relative au transit des animaux vivants, de viandes et de produits d'origine animale ainsi que la suppression de ces mesures.

Article 15.

Rien dans la présente Convention ne saurait porter atteinte aux dispositions de tout autre Convention, traité ou accord conclu ou à conclure entre certaines des Hautes Parties contractantes, aux termes duquel un traitement plus favorable que le traitement établi par la présente Convention pour le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale est ou serait accordé au transit desdits animaux et produits d'une autre Haute Partie contractante.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 16 (Règlement des différends).

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

4. As regards the transit of the meat and meat preparations referred to in Article 7, the High Contracting Parties undertake to confine frontier inspection to a simple examination of the certificates. Wagons will usually only be opened if the Customs authorities concerned consider this necessary in order to check the contents.

5. The High Contracting Parties concerned will endeavour as far as possible to arrange for joint inspection of the certificates.

Article 9.

1. When the transit transport of meat to which Article 7 relates is to be effected through the territory of one or more of the High Contracting Parties and has as its destination the territory of one of the High Contracting Parties, it shall not be subject to any previous authorisation.

2. If a consignment of meat referred to in Article 7 is refused by the country of destination, in respect of which the present Convention is in force, it shall rest with the latter to take such steps as it may consider desirable, other than turning back the consignment on to the territory of the last country of transit.

3. In the case of transit of meat to which Article 7 relates having as its destination a country in respect of which the present Convention is not in force, the High Contracting Parties may make the transit subject to a previous undertaking by the country of destination to admit such meat unconditionally.

4. The same previous undertaking may be required from a transit country in respect of which the present Convention is not in force.

Article 10.

The High Contracting Parties undertake to allow animal products other than those referred to in Article 7 to pass also in transit, provided that such products are accompanied, when necessary, by the certificate referred to in that article.

Article 11.

The transit of meat and of all other animal products liable to carry infection shall be effected through Customs offices and ports of landing open to traffic of this kind. In selecting these, regard shall be had as far as possible to the legitimate interests of international trade.

Article 12.

The Customs offices and ports to which Articles 4 and 11 relate shall be equipped with installations to permit of sanitary duties being efficiently carried out.

Article 13.

Should the measures above referred to prove inadequate and should contagious disease be introduced into a country as a result of the transit of live animals, meat or animal products, the country so infected may, while the danger exists, refuse to allow transit from the countries from which the contagion was conveyed.

Article 14.

The High Contracting Parties undertake to notify one another without delay of all prohibitions and restrictions affecting the transit of live animals, meat and animal products, or the cancellation of such measures.

Article 15.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of any other Convention, Treaty or Agreement at any time concluded between any of the High Contracting Parties, under which more favourable treatment than that laid down in the present Convention for the Transit of Animals, Meat and Other Animal Products is, or may in the future be, granted for the transit of the said animals and products of another High Contracting Party.

FINAL PROVISIONS.

Article 16 (Settlement of Disputes).

1. If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 17 (Langues, date).

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Article 18 (Signature, ratification).

1. La présente Convention pourra être signée jusqu'au 15 février 1936 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente Convention.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. La ratification ne pourra produire ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de ladite Convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments de ratification à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

Article 19 (Adhésion).

1. A partir du 16 février 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. L'adhésion ne produira ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de la première Convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments d'adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

Article 20 (Entrée en vigueur).

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions remplissant la condition indiquée au paragraphe 3 de l'article 18 et au paragraphe 3 de l'article 19 auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article 18 par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

2. In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court and if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 17 (Languages and Date).

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date.

Article 18 (Signature and Ratification).

1. The present Convention may be signed until February 15th, 1936, on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for the purpose.

2. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. The ratification shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession and that Party's obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of ratification to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

Article 19 (Accession).

1. On and after February 16th, 1936, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may accede to it.

2. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. Accession shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession, and that Party's obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of accession to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

Article 20 (Entry into Force).

1. The Secretary-General of the League of Nations will draw up a *procès-verbal* when five ratifications or accessions, complying with the condition laid down in paragraph 3 of Article 18 and in paragraph 3 of Article 19, have been received.

2. A certified true copy of this *procès-verbal* shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League of Nations and to all non-member States mentioned in Article 18.



Article 21.

1. La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article 20. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article 22 (Durée, dénonciation).

1. La présente Convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de quatre ans et ainsi de suite vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations.

4. La présente Convention cessera d'être en vigueur à l'égard d'une Haute Partie contractante quand, par suite d'une dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation ayant sorti ses effets, la Haute Partie contractante aura cessé d'être partie à cette Convention.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations informera tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés au paragraphe 1 de l'article 18 de la notification de la dénonciation de la présente Convention ou de la notification de la dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation qui produira au regard de la présente Convention le même effet.

Article 23 (Application aux colonies, protectorats, etc.).

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la Convention ou d'y adhérer suivant les conditions des articles 18 et 19 pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 22.

4. La présente Convention ne pourra pas s'appliquer aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous la suzeraineté d'une Haute Partie contractante ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié, si la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux n'est pas en vigueur ou a cessé d'être en vigueur pour ladite Haute Partie contractante dans les pays susmentionnés.

Article 24 (Révision).

1. Des conférences de révision pourront être convoquées en vue d'apporter à la Convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de révision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes n'y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de révision qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la Convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de révision ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera avec le concours de l'Office international des épizooties les travaux des conférences de révision.

Article 21.

1. The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the *procès-verbal* mentioned in Article 20. It will come into force on that date.

2. In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

Article 22 (Duration and Denunciation).

1. The duration of the present Convention shall be for two years from its entry into force.

2. It shall remain in force for a further period of four years, and subsequently in respect of such Contracting Parties as have not denounced it at least six months before the expiry of the period.

3. The denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations.

4. The present Convention shall cease to be in force as regards any High Contracting Party when, as a result of denunciation of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, the High Contracting Party has ceased, such denunciation having duly taken effect, to be a party to that Convention.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall inform all Members of the League of Nations and non-member States referred to in paragraph 1 of Article 18 of all notices of denunciation of the present Convention or of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, denunciation of the latter being counted as denunciation of the present Convention.

Article 23 (Application to Colonies, Protectorates, etc.).

1. In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, protectorates, overseas territories, territories under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it.

2. Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to sign the Convention or to accede thereto, in accordance with the provisions of Articles 18 and 19, for their colonies, protectorates, overseas territories, territories under their suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to them.

3. They further reserve the right to denounce the Convention separately, in accordance with the provisions of Article 22.

4. The present Convention shall not be applicable to colonies, protectorates, overseas territories, territories under the suzerainty of a High Contracting Party or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it if the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals is not in force, or has ceased to be in force in so far as the said High Contracting Party is concerned, in the above-mentioned countries.

Article 24 (Revision).

1. Conferences for the revision of the present Convention may be called with a view to making such changes therein as experience may have shown to be useful.

2. A conference for the revision of the present Convention shall be called by the Secretary-General of the League of Nations whenever so requested by not less than five of the High Contracting Parties.

The latter shall indicate succinctly the changes they propose and the reasons for such changes.

3. In default of the unanimous consent of the High Contracting Parties, no demand for the calling of a conference for the revision of the present Convention within less than two years from the entry into force of the Convention or four years from the end of a previous conference for its revision shall be admissible.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall prepare the work of conferences for the revision of the present Convention with the co-operation of the International Office for Contagious Diseases of Animals.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève le vingt février mil neuf cent trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 18.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Geneva the twentieth day of February, one thousand nine hundred and thirty-five, in a single copy, which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which a certified true copy shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 18.

BULGARIE

N. ANTONOFF

BULGARIA

FRANCE

V. DROUIN

FRANCE

ITALIE

C. BISANTI

ITALY

LETTONIE

J. FELDMANS.

LATVIA

PAYS-BAS

Pour le Royaume en Europe¹
C. VAN RAPPARD.

THE NETHERLANDS

¹ Translation:
For the Kingdom in Europe.

POLOGNE

POLAND

Titus KOMARNICKI

ROUMANIE

ROUMANIA

C. ANTONIADÉ

SUISSE

SWITZERLAND

FLÜCKIGER

TCHÉCOSLOVAQUIE

CZECHOSLOVAKIA

Le délégué de la Tchécoslovaquie déclare, au moment de la signature de la Convention, que son Gouvernement n'estime pas pouvoir renoncer au droit de subordonner le transit des animaux à travers son territoire à une autorisation préalable. Il déclare en même temps que son Gouvernement est décidé à faire, dans la pratique, du droit qu'il se réserve, un usage aussi libéral que possible, en se conformant aux principes qui sont à la base de la présente convention destinée à faciliter le transit des animaux et des produits animaux ¹.

Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ.

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général :

For the Secretary-General :

*Conseiller juridique du
Secrétariat.*

*Legal Adviser of the
Secretariat.*

¹ Translation.

The delegate of Czechoslovakia declares, at the moment of signing the Convention, that his Government does not consider that it can waive the right to make the transit of animals across its territory subject to a previous authorisation. He declares at the same time that his Government intends in practice to exercise the right so reserved in as liberal a spirit as possible, in conformity with the principles which are at the basis of the present Convention the object of which is to facilitate the transit of animals and of animal products.

Annexe.

1. MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SANTÉ.

Le soussigné....., [nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat ou agréé par l'Etat] certifie avoir visité le....., [date de la visite en toutes lettres] l'animal { dont le signalement suit :
les animaux

et les avoir reconnus sains et exempts de toute maladie contagieuse.
Certifie en outre qu'il n'existait depuis quarante jours ni dans la commune d'origine, ni dans les communes voisines dans un rayon de vingt kilomètres, non plus que dans les localités parcourues jusqu'au lieu d'embarquement par voie ferrée { aucun cas de péripneumonie contagieuse, de fièvre aphteuse, de clavelée, par bateau { de peste porcine ou de peste aviaire.

Fait à....., [la date en lettres]
Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité.
[Timbre ou cachet officiel.]

2. MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ.

Le soussigné....., [nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat de provenance] certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :
..... [poids]
..... [nature des marchandises]
portant les marques ci-après :

expédiés de [localité d'expédition]
par [nom et adresse de l'expéditeur]
et destinés à [nom et adresse du destinataire]
transportés par [mode de transport, nom du navire, s'il y a lieu]

proviennent en totalité d'animaux soumis à l'inspection vétérinaire et reconnus sains avant et après l'abattage, qu'ils ne contiennent aucune substance antiseptique et qu'ils ont été préparés et expédiés suivant les exigences de l'hygiène alimentaire.

Fait à..... le, [la date en lettres]
[Timbre du cachet officiel.] [Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité.]

Annex.

1. SPECIMEN CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH.

I, the undersigned [name and qualification of the Government veterinary officer or veterinary surgeon in private practice approved by the State] certify having inspected on..... [date in words of the inspection] the animal or animals hereinunder described :

and found them to be healthy and free from any contagious disease.

I, the undersigned, further certify that there has not been any case of contagious peri-pneumonia, foot-and-mouth disease, sheep-pox, swine fever or fowl plague for the last forty days either in the commune of origin or in neighbouring communes within a radius of twenty kilometres, or in the districts traversed on the way to the place of loading by rail or water.

Done at..... [date in words].

[Signature of veterinary surgeon, stating qualifications.]

[Official stamp or seal.]

2. SPECIMEN CERTIFICATE OF ORIGIN AND FREEDOM FROM CONTAMINATION.

I, the undersigned..... [name and qualification of the Government veterinary officer of the State of provenance] certify that the animal products hereinunder described:[weight]..... [nature of goods]..... marked as under :

consigned from [place of consignment]

by [name and address of consignor]

to [name and address of consignee] in

transport by [form of transport and, if transport is by water, name of vessel]

are entirely derived from animals submitted to veterinary inspection and found in healthy condition before and after slaughter, and contain no preservative substance, and have been prepared and consigned in accordance with the requirements of food hygiene.

Done at..... on [date in full].....

[Signature of veterinary surgeon, stating qualifications.]

[Official stamp or seal.]



